

LE GRAND DÉBAT NATIONAL

Brignais (Rhône), 11 mars 2019

SYNTHESE

CONDITIONS DE DÉROULEMENT

✓ Logistique

Réunion organisée à l'initiative de la commune

Horaire : 18h30/22h30

150 participants

Animation et synthèse par médiateur professionnel

Présence d'une interprète (langage des signes) pour mal ou non-entendants

Livret remis à chaque participant (voir pièce jointe) - Ordre du jour, charte du Grand Débat, coordonnées pour réception de la synthèse

✓ Ordre du jour

. Mot d'accueil par M. le Maire : un débat national, organisé à Brignais par la volonté de l'ensemble du conseil municipal, et qui s'inscrit dans une pratique municipale locale d'écoute et de dialogue

. Présentation de la soirée par l'animateur : rappel de l'esprit et de l'enjeu du débat (débat entre participants ; thèmes nationaux - 1h/thème, constat et propositions), modalités de prise de parole et de synthèse.

✓ Note d'ambiance

. Sur la forme :

- Âge moyen : cinquantaine, voire davantage ; quelques trentenaires et quadragénaires, pas de jeunes
- Écoute mutuelle de qualité, même en cas d'avis différents (ISF, réforme des institutions...), tonalité constructive, conviviale

. Sur le fond :

- Deux références au mouvement des « Gilets jaunes » de personnes n'y ayant pas participé, mais notant que ce débat en est une conséquence positive
- Des expressions récurrentes sur l'articulation à trouver entre responsabilité individuelle (cesser de culpabiliser le citoyen) et rôle de l'Etat (ne pas tout attendre de lui), sur différents sujets (environnement, choix énergétique ou alimentaire, civisme, etc.)
- Plusieurs expressions sur la nécessaire remise en cause de notre modèle de société (l'environnement mis en péril par la croissance ; le besoin d'un débat sur les choix et priorités de dépenses publiques ; le critère d'utilité sociale de certains métiers à valoriser – santé, enseignement, etc.)

- Rôle majeur à donner à la pédagogie pour aider chacun à s'informer, à exercer ses choix et exprimer ses avis en connaissance de cause – dès la scolarité, en secondaire - (rouages de l'économie nationale, comparatif avantages/inconvénients des solutions énergétiques alternatives, fonctionnement des institutions, des dispositifs comme la retraite, la sécurité sociale, etc.)
- Une expression sur l'exemplarité de cette soirée comme illustration des suites à donner à cette démarche, à travers d'autres débats sur d'autres sujets

Thème TRANSITION ECOLOGIQUE

✓ LANCEMENT par l'animateur

Depuis les débuts de l'ère industrielle, notre société fonde son développement sur l'exploitation de ressources naturelles, notamment énergétiques, dont certaines sont limitées.

La Terre connaît aujourd'hui un dérèglement climatique accéléré, dangereux pour l'homme et les autres espèces.

De nombreuses personnes et Etats à travers le monde souhaitent construire une société plus économe de ses ressources, plus respectueuse de la nature.

L'enjeu du débat : comment aider chacun de nous à contribuer à cette transition ?

1. *Quel constat faisons-nous de la situation, à titre personnel ou collectif ?*
2. *Quelles propositions avançons-nous pour aider chacun à contribuer à cette transition ?*

✓ LE DÉBAT entre participants

1. ELÉMENTS DE CONSTAT

Un indicateur flagrant :

- Les récentes alertes à la pollution
- La disparition d'espèces (abeilles, insectes, oiseaux communs...)

Le poids majeur des transports dans la pollution

- Les transports routiers (part amplifiée par la réduction du tonnage des PL, avec pour corollaire l'augmentation du nombre de véhicules), eux-mêmes conséquences d'un choix de société et de consommation (grandes surfaces, livraisons des produits commandés par internet...), mais favorisés par de puissants « lobbies »
- Le recours excessif à la voiture particulière, notamment pour de courts trajets (domicile/travail), d'où bouchons et donc pollution en zone urbaine ; recours indispensable dans de nombreuses communes ou zones rurales ne disposant pas de services publics de proximité
- L'absence de volontarisme de l'Etat dans la promotion du fret sur rail, ou des solutions combinées (Fercam), alors que la Suisse voisine nous montre l'exemple

L'impact de l'urbanisme et de l'habitat

- Densification urbaine, d'où concentration de population, de circulation, réduction des espaces verts, des jardins, des potagers
- Mauvaise isolation de nombreux logements

Le gaspillage, individuel et collectif : les excès d'une société d'abondance

- En eau
- En produits alimentaires
- Le problème des emballages et des suremballages
- Le taux très insuffisant de recyclage des déchets (20%)

L'incivisme :

- Déchets sauvages (sur la chaussée, dans les rivières)

La part importante des grandes entreprises dans la consommation

- Consommation excessive d'énergie et de matières premières
- Le « cloud » et les centres de traitement de données énergivores (10% de la consommation d'électricité mondiale)

Les modes de production énergétique, les solutions alternatives (sur différents usages) :

- Éolien, voitures électriques, diesel : il est extrêmement difficile de raisonner en connaissance de cause, par défaut d'une information transparente et impartiale : quels avantages/inconvénients pour les diverses solutions en concurrence ?

Les politiques parfois erratiques de l'Etat favorisant puis pénalisant des solutions

- Exemples : le diesel, l'abandon des portiques « Ecomouv » entraînant un gaspillage des deniers publics
- « L'Etat ne va pas au bout des politiques ou des solutions qu'il engage »

2. PROPOSITIONS

Adopter une autre approche de la transition écologique

- « Non pas le passage d'un état à un autre, mais bien une démarche continue, permanente, sur la durée, à long terme »
- « La transition écologique est une mutation profonde, qui requiert le temps long, sur une ou plusieurs générations »
- « Elle nécessite des changements de comportements individuels et collectifs, faits de petites choses, d'actes du quotidien, peu ou pas coûteux »
- « Elle suppose des politiques d'Etat ambitieuses, nécessitant un fort investissement financier de sa part »

Diffuser une information claire et impartiale, favorisant le choix en réel discernement

- Sur les avantages et les inconvénients des solutions énergétiques alternatives
- Sur tout leur cycle de vie (exemple pour une éolienne ou pour une voiture électrique : production, installation, fonctionnement, élimination)

Favoriser le fret sur rail

- Interdire les PL pour tout transport excédant 1000 Km
- Promouvoir le ferroutage

Développer et favoriser les transports collectifs, les modes doux

- Tram-train, liaisons bus-train ou métro-train à ticket unique (SNCF/régies locales de transport)
- Rétablir des dessertes SNCF, ou a minima connaître le bilan financier ayant présidé à leur suppression ou à leur remplacement par des cars
- Examiner l'opportunité de la gratuité des transports en commun
- Intensifier le réseau de pistes cyclables sécurisées, en site propre

Intensifier la recherche sur les véhicules non polluants et favoriser leur usage

- Gaz Naturel Vert (biomasse, méthanisation)
- Pile à combustible (hydrogène/eau)

Lutter contre le gaspillage

- D'eau (récupération des eaux de pluie, réduire le nombre de bains ou de douches à un juste usage)
- Alimentaire (aux plans individuel et collectif) : acheter local et bio, promouvoir l'alimentation végétale (mais sans exclusive sur les autres modes d'alimentation) ; étendre des expériences comme celles du jardin municipal de Brignais en permaculture
- Maintenir la subvention des agriculteurs bio ; développer des fermes communales bio ; inciter les mairies à intensifier les cantines bio
- D'emballages : valoriser les emballages bio-dégradables, favoriser le vrac ; revenir aux bouteilles de verre consignées
- Installer des bennes à encombrants pour les personnes ne pouvant se rendre dans les déchèteries, des bacs à compost en pied d'immeubles

Et pour soutenir cela :

- Renouer le lien avec la nature : « retomber amoureux de la planète », « sortir l'éducation et l'enseignement de leurs murs, aller dehors, à l'extérieur »
- Nous interroger sur la nécessité de nos achats
- Valoriser les bons comportements plutôt que taxer les mauvais ; pratiquer la pédagogie (vecteurs : enfants, humour...) plutôt que la verbalisation (amendes)

Thème FISCALITÉ, DÉPENSES PUBLIQUES

✓ LANCEMENT par l'animateur

L'Etat tire ses recettes de différentes taxes (dont la TVA), impôts (sur les revenus, sur les sociétés), et de quelques ressources propres (dividendes des entreprises publiques jeux, amendes).

L'Etat (et pour une part, les collectivités locales) emploient ces recettes au paiement de dépenses publiques : protection sociale (retraite, assurance maladie, etc.), enseignement, justice, défense, etc.

L'enjeu du débat : comment rendre la gestion du budget public plus juste et plus efficace ?

1. *Qu'ils s'agissent des recettes ou des dépenses, quel constat faisons-nous de la situation actuelle ?*
2. *Quelles propositions avançons-nous pour une fiscalité plus juste et plus efficace, pour des dépenses publiques mieux affectées, mieux gérées ?*

✓ LE DÉBAT entre participants

FISCALITÉ

1. ELÉMENTS DE CONSTAT

Déficit de lisibilité et de stabilité de la politique fiscale

- Absence de fil conducteur : quelle philosophie préside aux choix ?
- Allers-retours permanents : on taxe, puis détaxe, puis retaxe ; on évoque, on envisage, on fait courir le bruit...

Sentiment d'une réelle injustice fiscale

- Envers les particuliers : bénéficiaires des minima sociaux imposés, classes moyennes sur-imposées, hauts revenus privilégiés (« flat-tax » très avantageuse pour les gros portefeuilles taxés à un taux inférieur à celui de l'impôt sur le revenu)
- Les retraités injustement frappés (notamment par l'augmentation de la CSG), voire culpabilisés
- L'ISF en question : pour certains, un impôt à rétablir ; pour d'autres un impôt peu, voire non rentable, surtout par rapport à ses conséquences (évasion fiscale), et dont la mise en place a été imparfaite, parcellaire ; pour beaucoup : quelle que soit sa rentabilité réelle, un « totem » (point de crispation/fixation) dont la suppression a constitué une grave faute symbolique
- Envers les entreprises : grandes entreprises favorisées (optimisation fiscale assimilable à de la fraude)

2. PROPOSITIONS

- Simplifier les dispositifs (exemple : le casse-tête des règles d'usage du ticket-restaurant)
- Donner de la clarté sur les niveaux d'impôts payés par tout le monde : « Certaines personnes n'ont pas conscience de ce que d'autres paient réellement »
- Affecter une part fixe de la TVA et/ou de la taxe d'habitation à la transition écologique
- Rétablir l'ISF ? Un sujet en question
- Rétablir le précédent taux de CSG sur les retraites, ou bien pratiquer une CSG proportionnelle aux pensions perçues.
- Non plus raisonner en « taxe », mais adopter une autre répartition des ressources publiques – et avoir le courage politique de la faire ;
- Non pas augmenter les impôts mais réduire le train de vie de l'Etat
- « Viser un budget positif de l'Etat amène obligatoirement à choisir entre baisser les pensions ou geler les dépenses publiques »
- Raisonner sur la fiscalité dans une perspective européenne, voire mondiale, et pas seulement franco-française (sachant que l'harmonisation au niveau européen est illusoire) : a minima, tenir compte de ce qui se pratique ailleurs, et des conséquences que provoque le différentiel fiscal
- « Qui dit fiscalité dit contrôle, et cela est tout à fait normal. En conséquence, toute indemnité versée, toute allocation ou toute pension mérite un contrôle de la réalité de la situation ».
- NB : qualité du travail d'information du site www.impôts.gouv.fr relevée par un participant

DEPENSES PUBLIQUES

1. ELÉMENTS DE CONSTAT

Gaspillage

- La privatisation des grosses infrastructures (autoroutes, aéroports...) : « l'Etat s'en débarrasse avant d'en avoir recueilli le fruit »
- Coût des erreurs, investissements non utiles, prix de marchés publics dépassés...
- Coût du chômage : conséquence de l'inadéquation, dans de nombreuses filières, entre les formations et l'emploi

Déficit d'information et/ou de compréhension des citoyens sur l'économie du pays

- Exemple : fonctionnement du système de retraite

2. PROPOSITIONS

Exploiter le travail accompli par la Cour des Comptes

- Prendre en compte ses constats et propositions sur les excès, les gaspillages, les erreurs de gestion, et les appliquer à travers des directives imposées aux Ministères concernés

- Mettre en place une transparence et un affichage public de ces dérives, et des suites données aux erreurs pointées
- En faire un sujet de débat au Parlement

L'indispensable exemplarité des élus (parlementaires, patrons de région ou de département), et des hauts fonctionnaires

- Dans les sacrifices à engager (rémunération, frais).
- Exemple : obliger les parlementaires à justifier leurs frais, comme cela se fait dans les pays nordiques)

Développer la pédagogie

- S'agissant du coût de la Sécurité sociale, faire savoir ce que coûtent réellement les soins (acte médical, intervention chirurgicale, etc.) – NB : les mutuelles le mentionnent dans leur relevé de remboursement
- Inciter et aider chacun à se positionner individuellement, mais aussi collectivement, sur la politique fiscale, comme sur d'autres politiques (natalité et donc retraite, etc.)
- Et pour cela, diffuser l'information et l'explication sur leur fonctionnement, leur coût, les alternatives (pour certains sujets : pédagogie à pratiquer dès l'école secondaire) et en plus, organiser des référendums sur des choix de société (et donc de dépenses), afin de dégager des priorités

Financement des retraites : un sujet en débat

- Pour certains : s'en tenir au système par répartition, le système par capitalisation introduisant un risque de « tout perdre » (cf. exemple USA)
- Pour d'autres : évoluer vers un « mix » répartition/capitalisation
- ... et faire entrer plus vite sur le marché du travail les jeunes actifs en rupture de système scolaire

THEME ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

✓ LANCEMENT par l'animateur

Les administrations, centrales et locales, ainsi que les services publics, répondent aux besoins de la vie quotidienne, à toutes les étapes de celle-ci et pour tous les événements la concernant : état-civil, éducation, soins, emplois, sécurité, poste, etc.

L'enjeu du débat : comment rendre les administrations et les services publics plus utiles, en étant plus proches, plus simples, plus transparents ?

1. *Quel constat dressons-nous dans notre accès et notre recours aux administrations et services publics ?*
2. *Que proposons-nous pour les rendre plus proches, simples, efficaces et transparents ?*

✓ LE DÉBAT entre participants

1. ELÉMENTS DE CONSTAT

Un mille-feuilles administratif incompréhensible, idem pour le mille-feuilles législatif

- De l'État, de la Région, du Département, de l'intercommunalité ou de la commune : qui fait quoi ?
- N'y aurait-il pas des doublons entre ces niveaux territoriaux ?
- Empilement de lois, maintien de lois obsolètes

La « France profonde » en déficit de services de proximité

- Fermeture de gares SNCF, billetteries... (sachant toutefois que l'argent liquide tend à disparaître dans les jeunes générations)
- Les effets pervers de « Parcours Sup », amenant les élèves ayant choisi des options non offertes par les établissements locaux à aller s'inscrire loin de chez eux

Le « marché des maisons de retraites », une disparité public/privé criante

- **Établissements publics** : personnel très impliqué, non reconnu, sous-payé
- **Établissements privés (et parfois publics)** : coût d'hébergement difficilement supportable pour les familles

Éducation nationale : un déficit de management intermédiaire

- Chefs d'établissement sans autorité hiérarchique sur le corps enseignant
- Carence d'évaluation des professeurs, celle-ci étant limitée à un contrôle de l'Inspecteur d'Académie à des intervalles de plusieurs années (5, 6 voire 7 ans)

- Sur ce dernier point, confirmé par un professeur de lycée, ce dernier précise qu'un élément de la question tient à la posture que veut (ou non) prendre l'Inspecteur : se positionner dans le contrôle ou l'évaluation, ou bien dans le conseil pédagogique, ce que font certains inspecteurs
- Le même intervenant témoigne de la difficulté du travail collectif ou interdisciplinaire, et de la diminution progressive du nombre de stages et de formations permanentes proposées aux professeurs

Justice : l'embouteillage des tribunaux

- Se rendre dans un tribunal comme celui de la Part-Dieu à Lyon, pourtant récent, conduit à se poser cette question : « Comment une justice sereine peut-elle être rendue dans ces conditions ? »

Santé : idem

- Même constat et questionnement par rapport aux services d'urgences : « Qui adresse un patient aux urgences, selon quels critères ? »

Un risque de perte de compétences, pour des motifs d'économie

- Exemple : pompiers professionnels auxquels l'on tente de substituer les pompiers volontaires, moins coûteux

Etablissements pour handicapés : un casse-tête pour les familles

- Difficulté d'orientation
- Problème de conditions de travail et de reconnaissance du personnel

Reconnaître ce qui fonctionne, ce qui marche

- Il paraît nécessaire à certains de souligner la qualité de l'équipement et du fonctionnement de notre système français (santé, enseignement...) par rapport à de nombreux pays : « La meilleure protection sociale du monde : cela a un prix ».
- De même, les progrès accomplis par certaines administrations ou entreprises publiques (comme La Poste) pour s'adapter à l'évolution des usages et des technologies est notable.

2. PROPOSITIONS

- Revaloriser les métiers insuffisamment reconnus, alors qu'ils sont porteurs d'utilité publique et de lien social (hôpitaux, maisons de retraite...), financièrement, quantitativement (effectif) et humainement (favoriser le contact, le relationnel)
- Pratiquer un audit comparatif sur les rémunérations dans la fonction publique, selon les critères d'utilité, de don de soi, de nature de la formation (exemple : salaire d'un interne hospitalier ayant suivi des spécialités au terme de 12 ans d'étude, assujetti à des gardes, par rapport au salaire médian – 6 000 € - de secrétaires à l'Assemblée nationale, au prétexte de leur disponibilité en séance de nuit ou le week-end)

- Développer un service public d'hébergement des personnes âgées, si nécessaire au niveau intercommunal

Thème DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

✓ LANCEMENT par l'animateur

La République française repose sur une Constitution, et des institutions :

- Élections à différents niveaux
- Assemblées (Parlement - les députés – et Sénat)
- Pratiques de consultation (référendum, concertation sur des projets d'aménagement), etc.

La citoyenneté s'exerce à travers de nombreuses formes, par exemple :

- L'acceptation des droits et devoirs liés à la Constitution et aux Lois
- Le vote
- La participation aux consultations
- Vie associative
- Service civique
- Et d'innombrables initiatives individuelles et collectives d'engagement, local, politique, syndical, etc.

L'enjeu du débat :

. Comment rendre nos institutions plus représentatives, efficaces, solidaires et proches

. Comment permettre à chacun de nous, s'il le souhaite, de participer plus activement à la vie du pays ou de la cité ?

1. *Quel constat dressons-nous du fonctionnement de nos institutions démocratiques, de l'exercice de notre citoyenneté ?*
2. *Que proposons-nous pour améliorer le fonctionnement des institutions et la pratique de la citoyenneté ?*

✓ LE DEBAT entre participants

1. ELÉMENTS DE CONSTAT

La 5^{ème} République – et notamment la présidence – en question

- « Dans notre 5^{ème} République, nous avons un monarque élu ».
- « Etre passés d'un septennat à un quinquennat a perverti le système, précipitant l'action dans le court-terme, dans la course à la ré-élection »
- « L'enchaînement élections présidentielles/législatives conduit à un Parlement à la botte »
- « Tout remonte au Président, il n'y a plus de véritable contre-pouvoir »
- « Le Président devrait être un arbitre au-dessus de la mêlée, un recours »
- « On attend de lui une vision à long terme, des grandes orientations, et pas de s'immiscer dans les détails »
- « A quoi servent le Conseil d'Etat, le Conseil constitutionnel, les sénateurs ? Ne pourrait-on pas fusionner certaines institutions ? »

L'abstentionnisme, un indicateur de perte de confiance

- Rejet de la politique politicienne, qui privilégie le calcul des partis, l'appétit de pouvoir et le court terme, au détriment de l'intérêt public
- Manque de vision, de projet à long terme, de courage politique
- Absence de continuité dans l'action publique

2. PROPOSITIONS

Réformer les institutions ?

- 5^{ème} ou 6^{ème} République ? Une alternative. Soit revenir aux fondamentaux de la 5^{ème} République (septennat, déconnecter élections présidentielles et législatives, etc.), soit envisager une 6^{ème} République
- Fusionner Conseil d'État et Conseil constitutionnel ? Une évolution est déjà à l'étude (notamment sur la présence des anciens présidents de la République au Conseil constitutionnel)
- Un Parlement élu à la proportionnelle intégrale ? Avantage : oblige le gouvernement à composer avec un contre-pouvoir. Inconvénient : risque d'instabilité (4^{ème} République hier, Belgique aujourd'hui)
- Vote blanc, obligation de voter : à mettre en débat (parlementaire et/ou citoyen)
- Référendum d'initiative populaire ou citoyenne : en question(s). D'une part, il existe déjà, selon certaines modalités (à la demande de 185 députés et de 4,5 millions d'électeurs, sur certains sujets, etc.). D'autre part, si l'on souhaitait en étendre la pratique, il faudrait s'interroger sur le seuil minimum de participation requise du corps électoral pour être pris en compte (exemple : 15% ?), sur les sujets soumis (intérêt général ? Lesquels ? Qui en déciderait ?)

Réformer les pratiques ?

- Veiller à la probité des élus : « On attend d'eux qu'ils votent en leur âme et conscience, et non dans une logique de parti ».
- Imposer aux élus de prouver leur indépendance par rapport aux « lobbies » (un dispositif existe, est-il réellement appliqué avec vigilance et fermeté ?)
- Inciter les élus à faire preuve d'audace, de courage, d'innovation (exemple : subvention de 20 centimes/km accordée par une ville italienne aux cyclistes effectuant le trajet domicile/travail)
- Rappeler aux citoyens français leur chance de bénéficier aujourd'hui d'un vrai système démocratique, comparativement à de nombreux autres pays, ce qui suppose d'en connaître les droits acquis, mais aussi les devoirs
- Pour lutter contre l'abstention, instaurer le vote par internet ? Pour certains, cela permet de coller aux pratiques d'un grand nombre d'électeurs d'aujourd'hui, notamment les jeunes. Pour d'autres, « se déplacer dans la maison commune constitue un acte fort de la démocratie ».
- Tirer parti de l'énergie des gens, de leurs idées (individus, associations.). Rendre intégralement déductible des impôts les dons aux associations (pas seulement celles d'intérêt public), aux syndicats, aux partis politiques
- Renouveler et démultiplier la démarche du Grand débat, à l'échelon national et local, sur diverses thématiques abordées ce soir, ou d'autres : « le débat est au cœur de la politique ».
- Lutter contre la montée des populismes, vecteurs d'autoritarisme voire de dictature